

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

(CCTP du 17 avril 2025)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, par arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 , Madame la cheffe de service, par arrêté de subdélégation du 24 janvier 2025.

Objet du marché

Réalisation d'aménagements paysagers dans le cadre de la desserte de Digne par la RN 85
Section 3

Date limite de remise des offres

23/05/25

Le présent CCTP comporte 6 annexe(s).

SOMMAIRE

I. GÉNÉRALITÉS	6
ARTICLE I.1. OBJET	6
ARTICLE I.2. DESCRIPTION DES TRAVAUX	6
ARTICLE I.3. CONNAISSANCE DES LIEUX	6
ARTICLE I.4. RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN	6
ARTICLE I.5. PROJET D'EXÉCUTION	7
ARTICLE I.6. NATURE DU SOL EN PROFONDEUR	7
ARTICLE I.7. SOLUTIONS DE RECHANGE	7
ARTICLE I.8. ÉCHANTILLONS	7
ARTICLE I.9. ORGANISATION DU CHANTIER	7
ARTICLE I.10. CONTRÔLE DE QUALITÉ	8
ARTICLE I.11. RÈGLES GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	8
ARTICLE I.12. DÉCLARATIONS DE TRAVAUX	8
ARTICLE I.13. SIGNALISATION ET PROTECTION DU CHANTIER.....	8
ARTICLE I.14. RELATIONS AVEC LES CONCESSIONNAIRES	8
ARTICLE I.15. CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES	9
ARTICLE I.16. PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS CONSERVÉS	9
ARTICLE I.17. PROTECTION DES OUVRAGES	9
ARTICLE I.18. PROTECTION DES TRANCHÉES ET ACCÈS	10
ARTICLE I.19. CANALISATIONS ET CÂBLES ÉVENTUELLEMENT RENCONTRES	10
ARTICLE I.20. PROTECTION DES TRAVAUX CONTRE LES EAUX	10
ARTICLE I.21. PROPRETÉ DES VOIES DE CIRCULATION ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	10
ARTICLE I.22. BRUITS ET NUISANCES	11
ARTICLE I.23. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX	11
ARTICLE I.24. INTERDICTION PRODUITS PHYTOSANITAIRES ET DÉSHÉBANT	11
ARTICLE I.25. PLAN DE CHANTIER ET CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	12
ARTICLE I.26. RÉUNIONS DE CHANTIER	12
ARTICLE I.27. DIRECTION DES TRAVAUX	12
ARTICLE I.28. JOURNAL DE CHANTIER	12

ARTICLE 1.29. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT :	13
ARTICLE 1.30. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	13
ARTICLE 1.31. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	13
ARTICLE 1.32. RÉCEPTIONS ET CONSTATS	14
II. FOURNITURES	15
CHAPITRE II.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES AUX PLANTATIONS	15
ARTICLE II.1.1 AMENDEMENT ORGANIQUE	15
ARTICLE II.1.2 ENGRAIS ORGANIQUE	15
ARTICLE II.1.3 TERRE VÉGÉTALE	15
CHAPITRE II.2 PLANTATIONS	16
ARTICLE II.2.1 TEXTES DE RÉFÉRENCE	16
ARTICLE II.2.2 FOURNITURE DES VÉGÉTAUX	16
ARTICLE II.2.3 PROVENANCE DES VÉGÉTAUX	17
ARTICLE II.2.4 TRANSPORT	17
ARTICLE II.2.5 DÉLAIS D'APPROVISIONNEMENT	17
ARTICLE II.2.6 MODALITÉS DE RÉCEPTION DES VÉGÉTAUX	18
ARTICLE II.2.7 TUTEURS POUR ARBRE	18
ARTICLE II.2.8 PROTECTIONS DES TRONCS D'ARBRE	18
ARTICLE II.2.9 EAU NÉCESSAIRE À LA PLANTATION	18
ARTICLE II.2.10 PAILLAGE	18
ARTICLE II.2.11 MANCHON ANTI-RONGEURS	19
CHAPITRE II.3 ENHERBEMENT	19
ARTICLE II.3.1. GRAINES POUR ENSEMENCEMENT	19
ARTICLE II.3.2. ENGRAIS À PROJET	20
ARTICLE II.3.3. FIXATIF	20
ARTICLE II.3.4. EAU NÉCESSAIRE À L'OPÉRATION	20
CHAPITRE II.4 TRAVAUX DE FINALISATION	20
ARTICLE II.4.1.FOURNITURES DIVERSES	20
ARTICLE II.4.2.EAU D'ARROSAGE DES VÉGÉTAUX	20
III TRAVAUX	21
CHAPITRE III.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES AUX PLANTATIONS	21
ARTICLE III.1.1 ÉLÉMENTS À PRODUIRE DURANT LA PÉRIODE PRÉPARATOIRE DE CHANTIER	21

ARTICLE III.1.2 INSTALLATION ET SIGNALISATION DU CHANTIER	22
ARTICLE III.1.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS ET RECOLLEMENT	22
ARTICLE III.1.4 PIQUETAGE	23
ARTICLE III.1.5 NETTOYAGE ET FAUCHE.....	23
ARTICLE III.1.6 OUVERTURE DES TROUS POUR ARBRES.....	23
ARTICLE III.1.7 TROUS POUR JEUNES PLANTS.....	23
ARTICLE III.1.8 APPORT DE TERRE VÉGÉTALE	23
ARTICLE III.1.9 MÉLANGE DE REPRISE	24
CHAPITRE III.2 PLANTATION	24
ARTICLE III.2.1 PLANTATION DES ARBRES	24
ARTICLE III.2.2 PLANTATION DES JEUNES PLANTS	24
ARTICLE III.2.3 TUTEURS POUR ARBRES.....	24
ARTICLE III.2.4 PROTECTION DES TRONCS D'ARBRES.....	25
ARTICLE III.2.5 PAILLAGE	25
ARTICLE III.2.6 MANCHONS ANTI-RONGEURS	25
CHAPITRE III.3 ENHERBEMENT	25
ARTICLE III.3.1 TRAVAIL DU SOL POUR ENHERBEMENT	25
ARTICLE III.3.2 NIVELLEMENT DÉFINITIF DES SURFACES À ENHERBER	25
ARTICLE III.3.3. ENHERBEMENT	25
CHAPITRE III.4 TRAVAUX DE FINALISATION	26
ARTICLE III.4.1 CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES OPÉRATIONS	26
ARTICLE III.4.2 JUSTIFICATION DES INTERVENTIONS	26
ARTICLE III.4.3 TRAVAUX NON PRÉVUS	26
ARTICLE III.4.4 SURVEILLANCE GLOBALE DU SITE	26
ARTICLE III.4.5 ARROSAGE DES VÉGÉTAUX	27
ARTICLE III.4.6 ENTRETIEN POST-PLANTATION DES ARBRES	27
ARTICLE III.4.7 ENTRETIEN POST-PLANTATION DES JEUNES PLANTS	27
ARTICLE III.4.8 ENTRETIEN POST-PLANTATION DU PAILLAGE	27
ARTICLE III.4.9 ENTRETIEN POST-PLANTATION DES ZONES ENHERBÉES	27
ARTICLE III.4.10 GARANTIE DE REPRISE	28
ARTICLE III.4.11 DÉMONTAGE ET EMPORT DES PROTECTIONS	28
ARTICLE III.4.12 RÉCEPTION FINALE	28
ANNEXE N°1 : CALENDRIER DES TRAVAUX . FASCICULE 35 DU CCTG	29

ANNEXE N°2 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX DE FINALISATION	30
ANNEXE N°3. CADRE DES COURRIELS A ENVOYER AVANT LES INTERVENTIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES TRAVAUX DE FINALISATION.....	31
ANNEXE N°4 : PLAN DU RAPPORT DE SURVEILLANCE GLOBALE DU SITE .	32
ANNEXE N°5: FICHE DE LA PEPINIERE	33
ANNEXE N°6 : FICHE D'IDENTIFICATION DE L'AMENDEMENT.....	34

I. GÉNÉRALITÉS

ARTICLE I.1. Objet

Le présent cahier des clauses techniques particulières amène les précisions nécessaires pour effectuer les aménagements paysagers de la desserte de Digne-les-Bains par la RN85 (04), sur la section 3 entre le ravin des Duyes et l'entrée ouest de Mallemoisson.

Il concerne :

- La nature des matériaux et fournitures
- La consistance des travaux,
- Les conditions dans lesquelles ces travaux seront réalisés,

ARTICLE I.2. Description des travaux

L'objet du marché est la réalisation de plantations comprenant

- L'approvisionnement à pied d'œuvre des fournitures et des matériaux nécessaires à l'exécution des ouvrages ;
- Leur mise en œuvre avec toutes les sujétions que les règles de l'art exigent pour un parfait achèvement ;
- Les travaux de finalisation de première et de deuxième année

ARTICLE I.3. Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

ARTICLE I.4. Relevé topographique du terrain

Les cotes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier.

L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de dix jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux, de faire procéder au contrôle de ce nivellement.

Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

L'entreprise reconnaît que préalablement à l'établissement de son offre elle a pris connaissance des lieux et de l'altimétrie générale des terres concernées par le projet, ainsi que des conditions d'accès au chantier et de travail compte tenu de la proximité de voies routières en service ou non. Elle ne pourra, par la suite, élever aucune réclamation à ce sujet. Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.5. Projet d'exécution

L'entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation du maître d'œuvre les plans d'exécution des ouvrages objet de son marché. Pour ce faire, il remettra une note explicative et les plans nécessaires à la compréhension des dispositions d'exécution.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 5 (cinq) jours pour faire connaître son accord ou ses remarques. L'absence de réponse passée ce délai équivaldra à un accord. Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.6. Nature du sol en profondeur

L'entrepreneur est tenu de s'assurer à ses frais de la bonne connaissance du sol en profondeur. Les prix du marché sont réputés inclure les frais qui en découleraient.

En cas de sondages, essais et analyses divers, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre en un original et deux doubles tous les documents consignant les résultats.

ARTICLE I.7. Solutions de rechange

Dans le cas d'impossibilité indépendante de l'entreprise de fournir au cours des travaux les produits, les matériaux,... prévus au marché, l'entrepreneur soumet des propositions de remplacement à l'agrément du maître d'œuvre. Dans tous les cas cette substitution est aussi soumise à l'agrément du maître d'ouvrage étant entendu que l'entrepreneur est tenu de vérifier au moment de l'appel d'offre la disponibilité des matériaux, produits, essences et variétés exigés et le cas échéant d'accompagner son offre des réserves spécifiées d'approvisionnement. De toute façon cette substitution ne pourra être accordée que s'il est dûment prouvé qu'entre le moment de l'offre faite par l'entrepreneur et la mise en œuvre l'approvisionnement est devenu impossible.

En cas de refus l'exécution de l'ouvrage concerné pourra être purement et simplement abandonnée sans que cela entraîne une quelconque indemnité ou compensation de quelque nature que ce soit et prolongation de délai.

ARTICLE I.8. Échantillons

L'entrepreneur présentera à la réception du maître d'œuvre tous échantillons des produits, matériaux et mises en œuvre des ouvrages du marché 10 jours avant le début effectif des travaux. Les échantillons seront de taille ou de quantité suffisamment représentative. Le coût des échantillons est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.9. Organisation du chantier

Toute disposition sera prise pour que les produits, matériaux ou les fournitures refusées quittent immédiatement le chantier.

Le chantier sera organisé de telle façon que tous les matériaux et toutes les fournitures utilisées auront reçu l'agrément du maître d'œuvre avant leur mise en œuvre. L'utilisation par l'entrepreneur de matériaux ou fournitures non réceptionnés par le maître d'œuvre l'expose à détruire et recommencer l'ouvrage concerné sur simple demande de celui-ci sans que cela entraîne une quelconque indemnité ou compensation de quelque nature que ce soit et prolongation de délai.

ARTICLE I.10. Contrôle de qualité

Le contrôle des fournitures et des travaux par le maître d'œuvre est intermittent. Aussi l'entreprise assurera elle-même un auto-contrôle. Notamment toutes les pièces justificatives exigées (étiquettes SOC, certificats, bons de livraisons, sacs...) et les preuves de la bonne utilisation des fournitures seront collectées et remises à la disposition du maître d'œuvre. Les analyses inhérentes au contrôle de qualité et conformité d'exécution des travaux, décidées par le maître d'œuvre en période d'exécution des travaux et destinées à vérifier les agréments donnés sur les matériaux et fournitures, leur mise en œuvre la bonne exécution des ouvrages selon les règles de l'art, elles seront réalisées par un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage, désigné par le maître d'œuvre sur la base de propositions de la part de l'entrepreneur, et à la charge du maître d'ouvrage sauf si elles présentent des résultats négatifs auquel cas la charge en incombera à l'entrepreneur.

Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.11. Règles générales d'exécution

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'« Avis Technique » ou, à défaut, aux prescriptions du fabricant.

ARTICLE I.12. Déclarations de travaux

L'entreprise s'occupera de toutes les formalités nécessaires pour obtenir les autorisations (arrêté de circulation, etc.) en préalable à ses interventions et celles lui permettant la mise en place du chantier (restriction de la circulation, condition de stockage des matériaux, stationnement des engins, balisage, clôture de protection...) auprès des services compétents.

Elle avisera également les services concédés (E.D.F., G.D.F., P.T.T., Société des eaux...) en temps utile si nécessaire et avant le démarrage des travaux mettant ces services en cause, afin de pouvoir suivre leurs directives et satisfaire à leurs exigences.

Le poste est réputé inclus dans les prix du marché.

ARTICLE I.13. Signalisation et protection du chantier

L'entreprise se rapprochera des services gestionnaires de la voie en cas de besoin de balisage et de protection du chantier. Ce service lui fournira toutes les indications et directives nécessaires que l'entrepreneur respectera et mettra en œuvre. Ce poste est réputé inclus dans l'installation de chantier

ARTICLE I.14. Relations avec les concessionnaires

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile toutes les démarches auprès des distributeurs concessionnaires, fermiers.... concernés :

- responsable de la distribution d'énergie électrique.
- concessionnaire du réseau de téléphone,
- concessionnaire du réseau TV câblé,
- concessionnaire du réseau d'eau potable...

L'entrepreneur devra prendre auprès d'eux tous renseignements et toutes instructions nécessaires à l'exécution de ses travaux. Il devra faire son affaire des mises au point techniques avec eux et obtenir leur accord écrit sur les dispositions envisagées et les plans.

Copies de toutes correspondances, accords et autres pièces échangés avec les distributeurs seront transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

ARTICLE I.15. Conditions météorologiques

Les travaux ne pourront pas se dérouler en période d'intempéries. Il est rappelé que, pour que les journées d'intempéries soient défalquées du délai global des travaux, il faut qu'elles aient été déclarées en tant que telles aux caisses adéquates de l'entreprise qui devra à cet effet fournir tout justificatif idoine.

Pour les plantations, le chantier sera arrêté lorsque les températures sont en dessous de 5 °C, lorsqu'il y a de la neige ou en période de pluie identifiée comme intempérie par les caisses de BTP. Par ailleurs, s'il apparaît au maître d'œuvre que les conditions ne sont pas satisfaisantes pour assurer la qualité d'une mise en œuvre selon les règles de l'Art, il peut faire immédiatement arrêter le chantier sans que l'entrepreneur ne puisse opposer quelque recours et sans que cela entraîne une quelconque indemnité ou compensation de quelque nature que ce soit.

Les journées d'intempéries feront l'objet d'un relevé hebdomadaire lors de la réunion de chantier et seront consignées dans les comptes rendus desdites réunions.

ARTICLE I.16. Protection et sauvegarde des existants conservés

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour la protection des espaces naturels et des espèces végétales et animales présentes sur le site et aux alentours. En aucun cas l'entreprise ne devra sortir de l'enceinte des travaux, l'accès au chantier se fera exclusivement selon les indications du maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux aucune détérioration aux existants. Lors des travaux de démolition ou autres dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires sans que cela entraîne une quelconque indemnité ou compensation de quelque nature que ce soit et prolongation de délai. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

ARTICLE I.17. Protection des ouvrages

L'entrepreneur assurera pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception des travaux la protection efficace de tout son matériel et de tous ses ouvrages en cours d'exécution ou exécutés ou posés par ses soins ainsi que des ouvrages existants dans l'emprise de son chantier.

Les entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dégradations provenant d'une absence ou d'une insuffisance de mesures de surveillance et de protection.

ARTICLE I.18. Protection des tranchées et accès

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

ARTICLE I.19. Canalisations et câbles éventuellement rencontrés

Dans le cas de rencontre fortuite de réseaux en service, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour assurer immédiatement la sécurité des personnes et des biens et ne pas endommager lesdits canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avvertir le maître de l'ouvrage et le service concessionnaire concerné. L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

Le poste est réputé inclus dans les prix du marché.

ARTICLE I.20. Protection des travaux contre les eaux

L'entrepreneur devra, sous sa responsabilité, et à ses frais organiser ses chantiers de manière à les débarrasser des eaux de toutes natures, à ne pas intercepter les écoulements et à prendre les mesures utiles pour que ceux-ci ne soient pas préjudiciables aux fonds et aux ouvrages susceptibles d'être intéressés.

Il devra également protéger les terrassements contre les eaux de surface, les venues d'eaux et sources profondes, au moyen de tous dispositifs agréés par le maître d'œuvre. Il installera aux endroits convenables, dans des avant-puits ou des niches, si les circonstances l'y obligent, les pompes et accessoires (tuyaux d'aspiration et de refoulement, canalisations ou goulottes pour

l'écoulement des eaux) nécessaires aux équipements, à l'évacuation des eaux ou éventuellement des égouts en service pendant les travaux de modification et de raccordement intéressant les égouts et assurera leur fonctionnement et leur entretien. Après achèvement des travaux, il les enlèvera et remettra les lieux dans leur état antérieur.

En résumé, il aura la charge d'assurer tous les épuisements et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'assainissement des chantiers de façon que tous les ouvrages soient exécutés à sec.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, en raison de la gêne, interruption de travail, pertes de matériaux ou de tous autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau consécutives aux phénomènes atmosphériques.

Les fonds de terrassements situés dans les zones de venues d'eau seront protégés et stabilisés par mise en place d'une tranchée drainante de 0,30 m de hauteur fermée par nappe non tissée géotextile assurant l'évacuation vers un lieu désigné par le maître d'œuvre.

ARTICLE I.21. Propreté des voies de circulation et remise en état des lieux

Quelle que soit la nature des revêtements des voies empruntées par les véhicules de l'entrepreneur, il sera exigé le maintien de celles-ci dans leur état de propreté initial. Ainsi, toute dégradation ou salissure des voies adjacentes au chantier par des engins approvisionnant celui-ci ou en ressortant ne sera pas admise. Si cela survenait, le maître d'ouvrage y fera immédiatement remédier aux frais de l'entrepreneur. Chaque soir les chaussées voisines seront balayées après travaux.

Toutes les traces d'utilisations par des engins " terreux " seront nettoyées au fur et à mesure, la propreté d'ensemble étant exigible par le maître d'œuvre sous 24 heures. A défaut, ce dernier pourra prendre toutes dispositions pour faire réaliser le nettoyage aux frais de l'entreprise sans autres formes d'avertissements.

Par ailleurs, l'attention de l'entreprise est particulièrement attirée sur l'obligation de restituer les zones mises à sa disposition pour le stockage, les installations de chantier... en parfait état. A charge de celle-ci d'établir, avant travaux, un constat d'état des lieux si elle le juge utile.

Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.22. Bruits et nuisances

L'entrepreneur a obligation de respecter les prescriptions légales de lutte contre le bruit et la pollution en ce qui concerne ses véhicules et engins de chantier ainsi que l'outillage utilisé au titre du présent marché.

En particulier, il prendra toutes dispositions nécessaires pour ne pas créer (ou réduire, dans toute la mesure du possible) de gênes aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par des difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et poussières.

L'horaire des travaux les plus perturbants (marteau piqueur) sera étudié pour éviter toute nuisance durable, en excluant strictement toute activité perceptible durant les heures de repos.

ARTICLE I.23. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de 1^{re} qualité en l'espèce indiquée. Les matériaux quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction. Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés. Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à « Avis Technique », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un « Avis Technique ». Pour les produits ayant fait l'objet d'une « certification » par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un « certificat de qualification ».

Produits de marque

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

ARTICLE I.24. Interdiction produits phytosanitaires et désherbant

L'emploi de tout produit phytosanitaire et désherbant est interdit

ARTICLE I.25. Plan de chantier et calendrier prévisionnel des travaux

La coordination avec l'exécution d'autres travaux en cours peut nécessiter l'adaptation des interventions. Cette sujétion est incluse dans les prix du marché.

L'entreprise soumettra avant la mise en place du chantier, les plans d'organisation de celui-ci. En outre, avec le calendrier contractuel à fournir par l'entreprise comme prévu dans le C.C.A.G., celle-ci établira, pour chacune des principales phases d'avancement des travaux, un calendrier prévisionnel particulier. Ces documents seront à remettre au maître d'œuvre dans les meilleurs délais et au plus tard 10 jours avant le démarrage effectif des travaux. A défaut, le maître d'œuvre établira lui-même un calendrier qui sera applicable sans appel.

Le poste est réputé inclus dans les prix du marché.

ARTICLE I.26. Réunions de chantier

L'entreprise déléguera, aux réunions de chantier hebdomadaires au jour fixé par le maître d'œuvre, une personne responsable ayant qualité pour le représenter et pour prendre des décisions. Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.27. Direction des travaux

L'entrepreneur sera tenu de maintenir en permanence sur le chantier pendant l'exécution des travaux, une personne au courant des techniques de toutes natures employées pour l'exécution de la présente commande et par ailleurs chargée de :

- recevoir notification des ordres de services et des instructions écrites ou verbales du maître d'Œuvre et du coordinateur S.P.S. et en assurer l'exécution,
- accepter les constats concernant les prestations exécutées.

Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.28. Journal de chantier

L'entreprise préviendra par courriel 72 heures avant chaque intervention le maître d'œuvre. Les courriels seront conservés avec leur bordereau d'envoi dans le journal du chantier.

Pour l'établissement du journal de chantier par le maître d'œuvre, l'entreprise devra fournir à celui-ci, chaque semaine, les comptes rendus journaliers de chantier sur lequel seront consignés tous les renseignements relatifs à la marche et en particulier :

- les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel,
- la nature et le nombre d'engins en fonctionnement, en panne et à l'arrêt,
- la durée et la cause des arrêts de chantier,
- toutes les prescriptions imposées par le maître d'œuvre en cours de chantier,
- les dispositions prises et les mesures effectuées par l'entrepreneur pour régler son matériel et contrôler les réglages.

Sur ce journal seront également consignés par le représentant du maître d'œuvre:

- les conditions atmosphériques,

- les dérogations relatives à l'exécution et au règlement telles que les notifications de tous documents, ordres de services, dessins, constatations, etc.
 - les résultats d'essais effectués par les laboratoires,
 - les réceptions de matériaux,
 - tous les détails présentant quelque intérêt au point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et de la durée réelle des travaux,
 - les incidents, le maître d'œuvre fournira à l'entreprise le modèle de compte rendu journalier pour le chantier. Ce journal de chantier sera visé, chaque semaine, par les représentants du maître d'œuvre et de l'Entrepreneur.
- Le poste est réputé inclus dans les prix de la commande.

ARTICLE I.29. Respect de l'environnement :

Risque de pollution :

- des kits anti-pollution seront présents sur les zones de travaux afin de pouvoir intervenir en cas de pollution accidentelle.
- Les engins devront être ravitaillés et être stationnés sur des zones étanches spécifiquement aménagées (ou sur des tapis absorbant hydrophobe le cas échéant).
- Un engin présentant une fuite devra être confiné, immédiatement réparé ou évacué le cas échéant. Les matériaux souillés devront être stockés dans un bac étanche en attendant leur évacuation. Les justificatifs du centre de traitement devront être transmis.
- Aucun produit phytosanitaire ne devra être utilisé.

Respect des emprises : les limites d'emprise devront être respectées. Les terrains environnants présentent des contraintes foncières, écologiques. Aucune divagation d'engin ne devra être observée.

Déchets : les déchets devront être évacués quotidiennement. Les justificatifs de traitement des déchets devront être transmis au coordinateur environnemental et au maître d'œuvre.

ARTICLE I.30. Dossier des ouvrages exécutés

Lors de la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre un dossier des ouvrages exécutés comprenant :

- Les plans de récolement des interventions aux mêmes échelles que celles utilisées pour les plans de la commande.
- Un récapitulatif des fiches concernant les produits et matériaux utilisés avec références aux plans ci-dessus pour leurs aires d'utilisation,
- Une note descriptive des travaux réalisés,
- Une note de préconisation d'entretien et de maintenance
- Un projet de décompte général.

ARTICLE I.31. Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Pour la remise en état des lieux l'entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

ARTICLE I.32. Réceptions et constats

Le marché répond au contenu du nouveau fascicule 35 en vigueur depuis le 15 octobre 2021, date de parution au Journal Officiel de l'arrêté relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

En l'occurrence les travaux proprement dits seront clos par une réception partielle avec constat de reprise et de conformité variétale. Cette réception, avec ou sans réserve, constitue le point de départ de la garantie de parfait achèvement et des éventuelles opérations de finalisation. Le délai de garantie de parfait achèvement (GPA) sur les ouvrages est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

La réception des travaux proprement dits est suivie des travaux de finalisation de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année. Les travaux de finalisation de 1^{ère} et 2^{ème} année font l'objet chacun d'une réception partielle. Les travaux de finalisation de 3^{ème} année font aussi l'objet d'une réception partielle suivie d'une réception générale de l'ensemble du marché.

Le calendrier des opérations tiré du fascicule 35 est placé en annexe.

II. FOURNITURES

CHAPITRE II.1 TRAVAUX PLANTATIONS

PRÉPARATOIRES AUX

ARTICLE II.1.1 Amendement organique

L'amendement de la terre des trous de plantation sera réalisé par un mélange d'amendement organique et d'engrais.

L'amendement organique sera un compost à base de 80% d'écorces et/ou de déchets végétaux broyés, fermentés et compostés d'au moins 6 mois et 20% de boues de station d'épuration contrôlées, ou autre produit organique de recyclage (marc de raisin, rafles, sons, tourteaux ...) de rapport C/N<20 ou équivalent. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire des analyses contrôlant cette prescription. Dans le cas de résultats positifs, les analyses restent à la charge du maître d'ouvrage, dans le cas contraire elles sont à la charge de l'Entreprise. Les produits naturels d'origine marine ou équivalent contenant des polyuronides et à forte teneur en oligo éléments seront aussi admis. Chaque livraison sera accompagnée de son certificat d'origine faisant apparaître la conformité aux normes en vigueur.

ARTICLE II.1.2 Engrais organique

L'engrais sera un engrais organique ou organo-minéral à azote d'origine 100% organique, sans nitrate, ni chlorure, granulé à froid. Le taux d'azote organique sera compris entre 4 et 7%, azote issu de la farine de viande ou de poisson, corne torréfiée moulue, sang desséché, tourteaux, chiquette de mouton, fiente, guano... Le taux d'anhydride phosphorique sera compris entre 6 et 14 %, potassium issu du phosphore du phospal, de la poudre d'os cuits, de phosphates naturels moulus... Le taux d'oxyde de Potassium (K) sera compris entre 0 à 14%, potassium issu du sulfate de potasse, des extraits de vinasses, de Patentkali.

ARTICLE II.1.3 Terre végétale

La terre végétale sera fournie, transportée et mise en œuvre par l'entrepreneur qui aura dans son offre indiqué ses sources et ses méthodes d'approvisionnement que le maître d'œuvre pourra refuser si cela lui semble difficile d'avoir la qualité de recherchée au vu de ces points présentés. Il pourra d'ailleurs aller sur place pour se faire son jugement

Elle sera soumise à l'agrément du maître d'œuvre. Une analyse physique et chimique sera fournie par l'entrepreneur, analyse qui fera apparaître les corrections nécessaires pour satisfaire aux prescriptions suivantes.

Après correction, elle devra se rapprocher de la terre de référence qui est une terre franche, de texture limono-sableuse, de composition physique (Demolon " la dynamique du sol ")

ARGILE	5 à 10 %
LIMONS FINS	10 à 15 %
LIMONS GROSSIERS	30 à 50 %
SABLES TOTAUX	15 à 30 %

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

La texture doit être équilibrée, notamment en argile, limons, sable, humus et calcium.

La granulométrie de la fraction 0/2 mm ne doit pas présenter :

- un excès de sable (>80%) : terres à faible capacité de rétention et d'échanges
- un excès de limons (>75%) : terres à structure peu stable, sensibles à l'érosion, asphyxiantes
- un excès d'argile (>30%) : terres difficiles à travailler.

Elle ne devra pas contenir plus de 5% d'éléments pierreux ou de corps étrangers d'un diamètre supérieur à trois (3) centimètres, être exempte de racines, de tous détritiques végétaux et animaux, et ne pas dégager d'odeurs nauséabondes.

CARACTÉRISTIQUES CHIMIQUES

Après correction, la terre devra se rapprocher de la composition suivante

Analyse chimique (Anstett)

Ca CO₃ 1 à 5 %

M.O. 3 à 5 %

Acide phosphorique assimilable 0,25 %

Potasse échangeable 0,5 %

ph = 6,5 à 7,5

Les corrections seront justifiées par l'analyse et les amendements employés devront présenter toutes les garanties légales et satisfaire aux normes actuellement en cours.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire faire des analyses de contrôle de qualité avant et au cours des travaux, par un laboratoire de son choix.

CHAPITRE II.2 PLANTATIONS

ARTICLE II.2.1 Textes de référence

Tous les végétaux à fournir devront être conformes aux normes en vigueur, en particulier :

- Pour les plans forestiers : - Normes du Fonds Forestier National Edition de juin 1979, et code forestier (Titre V, chapitre V), normes CEE, annexe 3 de l'arrêté du Ministère de l'Agriculture du 8 juin 1979.
- Les arbres doivent répondre à la norme AFNOR NF V 12-054, 12-055 Déc. 1990 : Produits de pépinières – Conifères d'ornement – Arbres d'alignements et d'ornement – Spécifications particulières.
- Les arbustes doivent répondre à la norme AFNOR NF V 12-057 Déc. 1990 : Produits de pépinières – arbustes à feuilles caduques ou persistantes - Spécifications particulières.
- Les jeunes plants doivent répondre à la norme AFNOR NF V 12-037 Déc. 1990 : Produits de pépinières – Jeunes plants et jeunes touffes d'arbres et d'arbustes d'ornement à feuilles caduques ou persistants...

ARTICLE II.2.2 Fourniture des végétaux

Les tailles des végétaux ou les conditionnements non disponibles seront remplacés par celles ou ceux immédiatement supérieur(e)s disponibles L'entreprise est tenue de se conformer en ce qui concerne la nature des essences et la force des sujets aux dispositions suivantes :

ARBRES TIGES

PLATANUS x aceritifolia Ti 12/14 MG

JEUNES PLANTS

Arbustes

CORNUS sanguinea JP 1+1G 20/+ V400

CORYLUS avellana JP 1+1G 20/+ V400

CRATAEGUS monogyna JP 1+1G 20/+ V400

LIGUSTRUM ovalifolium JP 1+1G 20/+ V400

LONICERA etrusca JP 0+1G 20/+ V400
PRUNUS cerasifera 1+1G 20/+ V400
ROSA canina JP 1+1G 20/+ V400
SAMBUCUS nigra JP 1+1G 20/+ V400
VIBURNUM tinus JP 1+1G 20/+ V400
Arbres
CASTANEA sativa JP 1+1G 20/+ V400
FAGUS sylvatica JP 1+1G 20/+ V400
PRUNUS avium JP 1+1G 20/+ V400
QUERCUS petraea JP 1-0G 2-0G 20/+ V400
QUERCUS robur JP 1-0G 1+1G 0G 20/+ V400

ARTICLE II.2.3 Provenance des végétaux

Quand ils existent, la préférence sera donnée aux végétaux issus de récoltes de graines locales sur site ou issus du label « Végétal local » (<https://www.végétal-local.fr>). L'entreprise fera connaître, dans sa soumission, la ou les pépinières retenues pour la fourniture des végétaux (annexe 5 du présent C.C.T.P). Elle sera tenue de prendre comme fournisseur des établissements soumis au contrôle périodique du Service de la Protection des Végétaux.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de choisir les végétaux, sur place, avant déplantation. Cette disposition n'annule pas la réception sur le chantier avant plantation.

Un certificat de provenance sera également fourni pour chaque essence, établi sous la responsabilité du pépiniériste.

ARTICLE II.2.4 Transport

Le transport s'effectuera dans un camion bâché et aménagé de façon à exclure l'écrasement des plantes. Les conteneurs seront arrosés à refus et installés dans des caisses solides.

Il aura lieu en dehors de périodes de végétation, avec des températures comprises entre – 5 degrés C. et + 20 degrés C.

ARTICLE II.2.5 Délais d'approvisionnement

L'approvisionnement du chantier sera organisé de manière à éviter toute interruption dans les travaux de plantation.

L'entrepreneur avisera 48 h au moins à l'avance le maître d'œuvre de la date d'arrivée des plants sur le chantier.

Le délai entre l'arrachage en pépinière et la mise en jauge des plants ne devra pas excéder 3 jours. Le délai entre le chargement en pépinière et la mise en jauge des plants sur le chantier devra être inférieur à 24 h.

ARTICLE II.2.6 Modalités de réception des végétaux

Les végétaux fournis par l'entrepreneur seront réceptionnés contradictoirement avec le maître d'œuvre selon les dispositions des fascicules 34 et 35 du C.C.T.G (Travaux forestier de boisement et travaux d'espaces verts, d'aires de sport et de loisirs) ainsi que des dispositions ci-après :

- La réception des végétaux se fera en deux temps, une première fois en pépinière et une deuxième fois sur le chantier.
- Dans tous les cas l'entrepreneur est responsable, du transport et du déchargement des végétaux sur le chantier. Tous végétaux endommagés seront refusés et remplacés.
- Pendant les opérations de réception les plantes à racines nues devront être protégées par une bâche.
- La réception des jeunes plants s'effectuera par individu. Toute plante non conforme aux caractéristiques énoncées à l'article II.2.8. sera refusée et remplacée. Le maître d'œuvre se réserve le droit de dépoter les conteneurs pour vérifier l'état du système racinaire, et de refuser l'ensemble du lot si 1/10 des conteneurs vérifiés n'est pas conforme. Lors de

l'extraction du conteneur pour la plantation tout plant présentant un enroulement autour de la motte sera refusé.

- La réception des arbres tiges s'effectuera par individu. Toute plante non conforme aux caractéristiques énoncées à l'article II.2.8. sera refusée et remplacée. Pour les plants livrés en motte réceptionnés à l'unité, le maître d'œuvre se réserve le droit de défaire les mottes pour vérifier l'état du système racinaire, et de refuser l'ensemble du lot si 1/10 des mottes vérifiées n'est pas conforme.

ARTICLE II.2.7 Tuteurs pour arbre

Les tuteurs seront constitués de deux poteaux en bois imputrescible (châtaignier, robinier...) non traité, écorcés, ronds, époinetés, Ø 0,06, de 2,00 m de hauteur reliés entre eux par un demi rondin du même bois Ø 0,06 de l=0,0m vissé sur les poteaux.

La fixation du tronc sur la barre transversale sera faite par une lanière creuse en polyéthylène basse densité Ø4 à 5 mm. Le tronc sera isolé de la barre par un coussin de mousse ou un morceau de tissu ou un morceau de feutre de jardin....à agréer par le maître d'œuvre

ARTICLE II.2.8 Protections des troncs d'arbre

La protection des troncs des jeunes arbres contre les coups de soleil sera réalisée avec du blanc arboricole.

ARTICLE II.2.9 Eau nécessaire à la plantation

L'eau nécessaire aux travaux de plantation sera fournie par l'entreprise à partir d'un point qui aura fait l'objet d'un repérage avant la remise de l'offre. Aucune plus-value ne pourra être demandée à ce titre après signature de la commande. Les prix du marché sont réputés inclure ce poste.

Les prélèvements d'eau dans les cours d'eau avoisinant la zone de chantier sont interdits.

ARTICLE II.2.10 Paillage

Le paillage sera constitué par des dalles en jute 800gr/m2

- . pour les arbres dalles de 0,52x0,52m
- . pour les jeunes plants dalles de 0,30x0,30m

La fixation au sol se fait par 2 agrafes biseautées en acier torsadé de 4 mm en forme de U de 20 x 20 x 20 cm

ARTICLE II.2.11 Manchon anti-rongeurs

Les manchons seront en polyéthylène haute densité traité anti-UV verts

Un manchon anti-rongeur par jeune plant. Ces manchons anti-rongeurs auront les dimensions suivantes :

- ✓ Manchon anti-rongeur Ø14 cm H = 0,50m

Fixations par des fers à béton recourbés 70cm, Ø 0,5, 3 fers par manchon.

CHAPITRE II.3 ENHERBEMENT

ARTICLE II.3.1. Graines pour ensemencement

L'entrepreneur proposera un mélange du commerce issu d'un fournisseur reconnu, mélange fleuri pour enherbement méditerranéen. Ce mélange se rapprochera de la constitution suivante

GRAMINEES

Ray gras Amadeus	10%
Bromus erectus	10 %

Dactylis glomerata "Lully"	10 %		
Festuca arundinacea "Novo"	10 %		
Cynodon dactylon	20 %	sous total	60 %
LEGUMINEUSES			
Lotus corniculatus Leo	9 %		
Medicago sativa Magali	5 %		
Trifolium repens Revendle	10 %		
		sous total	24 %
DIVERS			
Sainfoin	2 %		
Achillea millefolium	2 %		
Anthyllis vulneraria	2 %		
Plantago lanceolata	5 %		
Plantago coronopus	5 %		
		sous total	16 %

Les graines seront conditionnées en sacs scellés par le fournisseur et munis d'un certificat du Service Officiel du Service de Contrôle du Ministère de l'Agriculture., avec duplicata du certificat à l'intérieur du sac.

Ce certificat comportera en tête la mention du chantier, objet du présent marché, le numéro de conditionnement, le poids et la date de fermeture du sac, ainsi que la liste détaillée des espèces et variétés composant le mélange avec mention des cultivars utilisés pour les espèces à sélection variétale.

ARTICLE II.3.2. Engrais à projet

Le semis sera fait avec un apport d'engrais organique ou organominéral à agréer par le maître d'œuvre, à azote d'origine 100% organique, sans nitrate, ni chlorure, granulé à froid. Le taux d'azote organique sera compris entre 4 et 7%, azote issu de la farine de viande ou de poisson, corne torréfiée moulue, sang desséché, tourteaux, chiquette de mouton, fiente, guano... Le taux d'anhydride phosphorique sera compris entre 6 et 14 %, potassium issu du phosphore du phospal, de la poudre d'os cuits, de phosphates naturels moulus... Le taux d'oxyde de potassium (K) sera compris entre 0 à 14%, potassium issu du sulfate de potasse, des extraits de vinasses, de Potenkali...

Il répondra à la norme NFU 42-001 et homologué par le service de la protection des végétaux, présentant une teneur en matières organiques au moins égale à 50 % et des doses en azote, potasse et phosphate au moins égales à 5 % du poids total. Il aura une teneur en eau inférieure à 20%, et un pH proche de la neutralité. La présence d'oligoéléments est impérative.

ARTICLE II.3.3. Fixatif

Le mélange graine – engrais sera projeté avec un produit servant à le fixer sur le sol, paillis de papier ou autre, additionné d'un agent donnant au mélange en place une bonne résistance à l'eau. Les produits proposés par l'entreprise seront agréés par le maître d'œuvre.

ARTICLE II.3.4. Eau nécessaire à l'opération

L'eau nécessaire à l'ensemencement sera fournie par l'entreprise et est réputée comprise dans les prix du marché.

Les prélèvements d'eau dans les cours d'eau avoisinant la zone de chantier sont interdits.

CHAPITRE II.4 TRAVAUX DE FINALISATION

ARTICLE II.4.1.Fournitures diverses

Toutes fournitures et tous matériaux nécessaires à la bonne réalisation des travaux de finition sont décrits aux chapitres précédents, articles correspondants.

ARTICLE II.4.2.Eau d'arrosage des végétaux

L'eau d'arrosage nécessaire aux travaux de plantation et de finalisation sera fournie par l'entreprise qui à cet effet prendra en charge la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau dans les cours d'eau avoisinant la zone de chantier sont interdits.

III TRAVAUX

Le présent chapitre concerne la description des ouvrages faisant l'objet de prescriptions particulières. Ceux non précisés ici, répondront aux exigences des pièces générales.

CHAPITRE III.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES AUX PLANTATIONS

ARTICLE III.1.1 Éléments à produire durant la période préparatoire de chantier

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service. Durant ces trente jours l'entreprise aura dû produire et faire agréer par le maître d'œuvre et autres parties prenantes, maître d'ouvrage, coordonnateur SPS, gestionnaire des voies, gestionnaires des réseaux....tous les éléments nécessaires au bon déroulement du chantier et en particulier les documents ci-après.

1. Programme d'exécution

2. Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, reporté sur un plan et fourni au format DWG.

3. Agrément de la signalisation du chantier par le service gestionnaire des voies,

4. Dossier d'exploitation sous chantier. L'entreprise sera en charge de la réalisation de l'ensemble des dossiers d'exploitation sous chantier pour chaque phase de chantier, nécessaire à la réalisation des travaux et qui seront validés par la DIRMED à reprendre jusqu'à l'approbation.

Il comprend notamment :

- La réalisation des plans de phasage,
- La réalisation des plans de signalisation horizontale, de police directionnelle pour chaque phase de travaux,
- La réalisation des plans d'équipements de sécurité provisoire définissant la durée des phases,
- Le descriptif des moyens mis en œuvre,
- La définition des accès chantier et des cheminements doux,
- La fourniture de trois exemplaires des dossiers d'exploitations dont un exemplaire sur clé USB.

5. plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

6. plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires

7. liste des fournitures proposées et échantillons

8. DT.DICT....

9. Un Plan d'Assurance Qualité (PAQ). Le PAQ comprendra :

. D'une part un contrôle interne à la chaîne de production exercé sous l'autorité du responsable de celle-ci et destiné à assurer que le processus de fabrication est mis en œuvre conformément aux procédures formulées pour obtenir la qualité requise, telle que définie par les spécifications (Notamment Convenances). Ce contrôle est à la charge de l'entreprise, compris dans les prix unitaires des prestations et devra être établi dans le PAQ.

. D'autre part un contrôle externe qui a pour but de vérifier que les produits fabriqués sont bien conformes aux spécifications. Ce contrôle externe, effectué indépendamment de la fabrication, est à la charge de l'Entrepreneur, compris dans le prix unitaire des prestations et confié par lui à un ou plusieurs laboratoires agréés au préalable par le maître d'œuvre.

Le Plan D'assurance Qualité (PAQ) est de la responsabilité de l'encadrement du chantier qui doit entièrement participer à sa rédaction. Il est soumis au visa du maître d'œuvre. Le PAQ revêt un caractère évolutif tout au long de l'opération ; c'est pourquoi les compléments, additifs ou avenants élaborés en cours de chantier seront également soumis au visa du maître d'œuvre.

10. un Plan de Respect de l'Environnement (PRE), indiquant entre autres les dispositions prises contre les risques de pollution des sols, confirmant l'absence d'utilisation de tout produit phytosanitaire,

11. un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED). Dans ce document, qui sera soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage de manière détaillée et précise sur :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- Les moyens de contrôle, suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- Les modalités de gestion sur le site du chantier, des déchets. Toute référence à une élimination des déchets dans les articles qui suivent relève du présent article. Les déchets identifiés sur ce chantier sont des enrobés bitumineux, des ouvrages en béton (bordures, regards...) des ouvrages métalliques (glissières, grillage...) de la terre végétale, de la grave, des déchets verts (broussailles, souche, arbres...).
- Une copie des bons de décharge sera remise au maître d'œuvre.
- Les lieux de décharge pourront être proposés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE III.1.2 Installation et signalisation du chantier

Lors de la mise au point de son offre, l'entrepreneur présentera les dispositions qu'il compte prendre pour satisfaire aux exigences de sécurité et d'hygiène de son personnel, à la sécurité de son aire éventuelle de dépôts de matériel et aux éventuelles dispositions contenues dans les différents SOGED, PRE....

De même lors de la mise au point de son offre, l'entrepreneur prendra contact avec les services gestionnaires des voies d'accès et de la RN85 pour s'assurer des dispositions à prendre lors du déroulement du chantier. Il est donc réputé faire son prix en toute connaissance de cause.

Le poste comprend aussi le repliement du matériel et la remise en parfait état des lieux ou des ouvrages qui pourraient avoir été touchés par la mise en place de cette installation de chantier.

ARTICLE III.1.3 Dossier des ouvrages exécutés et recollement

L'entreprise sera en charge de la réalisation et de la fourniture des dossiers de recollement des ouvrages exécutés.

Cela comprend notamment :

- le repérage en coordonnées X,Y,Z (Lambert NGF) des réseaux enterrés,
- la réalisation des plans des ouvrages,
- les relevés et leur transcription sur les plans de tous les renseignements demandés,
- l'ensemble des résultats de contrôles effectués sur le site,
- la fourniture des fiches techniques de toutes les fournitures et matériel utilisées et mis en œuvre,
- la fourniture des notices techniques des matériels installés,
- une notice concernant la gestion et l'entretien futurs du chantier.

Ce dossier comprendra les fichiers informatiques AutoCAD des plans, .doc des textes et PDF des autres

Ce prix sera réglé après réception des documents conformes, validés par le maître d'œuvre.

ARTICLE III.1.4 Piquetage

Les toiles de paillage, les arbres tige et les contours des massifs de jeunes plants seront implantés par des piquets en bois de 0,40 m. de long dont l'extrémité est peinte selon l'ouvrage à planter. Le maître d'œuvre se réserve de faire rajouter autant de piquets que cela lui semble nécessaire. Il est précisé à l'entreprise qu'une bande non plantée de 1,50m de large devra être maintenue derrière les caniveaux de la voie, aux approches des ouvrages maçonnés, et tout ouvrage d'assainissement.

Le piquetage sera réceptionné par le maître d'œuvre.

ARTICLE III.1.5 Nettoyage et fauche

Avant tout début de travaux l'ensemble du terrain d'intervention sera nettoyé de tout déchet inerte ou organique. Les plantes envahissantes seront arrachées et leurs rhizomes expurgés du sol. Les résidus de cette intervention seront évacués aux décharges publiques agréées. Puis il sera passé un rotofil, les déchets de fauche étant évacués aussi aux décharges publiques.

Avant cette intervention de fauche il sera fait avec le maître d'œuvre un tour de terrain pour voir la végétation existante qui mériterait éventuellement d'être sauvegardée.

ARTICLE III.1.6 Ouverture des trous pour arbres

Les encaissements pour arbres sont prévus à faire aux engins mécaniques ou à la main si l'utilisation des engins n'est pas possible. Dans tous les cas, la fouille sera en rapport avec l'importance du système racinaire ou de la motte du végétal concerné. La terre de fouille sera mise en tas et stockée à côté du trou puis utilisée pour reboucher le trou à la plantation, en prenant garde à ne pas lisser les parois du trou.

Cette opération comprend le décompactage du fond du trou sur 0,25 m. d'épaisseur, de façon à ce que l'eau ne puisse stagner.

Les déchets apparus lors de cette intervention seront évacués aux décharges publiques agréées.

Dimensions des fosses : 1,00 x 1,00 x 1,25m

ARTICLE III.1.7 Trous pour jeunes plants

Les trous pour jeunes plants sont prévus à faire aux engins mécaniques ou à la main si l'utilisation des engins n'est pas possible. Dans tous les cas, la fouille sera en rapport avec l'importance du système racinaire ou de la motte du végétal concerné. La terre de fouille sera mise en tas et stockée à côté du trou puis utilisée pour reboucher le trou à la plantation, en prenant garde à ne pas lisser les parois du trou.

Cette opération comprend le décompactage du fond du trou sur 0,15 m. d'épaisseur, de façon à ce que l'eau ne puisse stagner.

Les déchets apparus lors de cette intervention seront évacués aux décharges publiques agréées.

Dimensions des fosses : 0,30x0,30x0,30m

Une attention particulière sera prise afin de respecter les emprises de travaux et éviter les divagations d'engins.

ARTICLE III.1.8 Apport de terre végétale

L'entreprise fournira la terre végétale et l'amènera à pied d'œuvre aux endroits indiqués par le maître d'œuvre. L'entreprise réalisera avant la mise en place définitive de la terre un griffage à la herse lourde des fonds de forme de façon à favoriser un bon accrochage. Ensuite la terre végétale sera épandue aux endroits indiqués par le maître d'œuvre selon les quantités et épaisseurs spécifiées. Les moyens mis en œuvre utiliseront des engins légers qui ne devront pas perturber la structure de la terre végétale. La finition de surface sera celle d'un règlement grosso-modo.

ARTICLE III.1.9 Mélange de reprise

L'amendement organique et l'engrais seront mélangés à la terre du trou du végétal en dehors du trou ou à la terre travaillée.

Les doses prévues sont :

- Arbres

Amendement : 5 litres de compost de reprise

Engrais organique : 0,3 kg

- Jeunes plants

Amendement : 1 litre de compost de reprise

Engrais organique : 0,1 kg

CHAPITRE III.2 PLANTATION

ARTICLE III.2.1 Plantation des arbres

Les conteneurs ou autres récipients seront évacués. La plante est placée verticalement dans son trou de plantation, le collet étant légèrement en dessous du terrain avoisinant de façon à être au niveau du fond de la cuvette de plantation. La périphérie du trou est comblée avec la terre du trou amendée, tassée modérément.

Il sera fait, ensuite, un arrosage très copieux (plombage), l'eau étant à fournir par L'entreprise. A la fin de cette opération, la plante devra être restée bien droite. Le trou sera complété avec de la terre amendée et une façon de cuvette réalisée de 1,00 m de diamètre. Puis, il sera fait un dernier arrosage dans la cuvette et après ressuyage, le tuteurage sera mis en place. (Cf. cahier de détails).

ARTICLE III.2.2 Plantation des jeunes plants

Les pots, godets, et autres récipients seront évacués. Le jeune plant est mis verticalement, le dessus de la motte étant légèrement en dessous du terrain avoisinant de façon à constituer le fond de la cuvette de plantation. La périphérie du trou est comblée avec la terre du trou amendée, tassée modérément. La motte est alors recouverte d'un peu de terre meuble pour éviter la dessiccation par effet de mèche.

Il sera fait, ensuite, un arrosage très copieux (plombage), l'eau étant à fournir par l'entreprise. A la fin de cette opération, le végétal devra être resté bien droit. Le trou sera complété avec de la terre amendée et une façon de cuvette réalisée de 0,33 m de diamètre. Puis, il sera fait un dernier arrosage dans la cuvette et après ressuyage, le tuteurage sera mis en place.

ARTICLE III.2.3 Tuteurs pour arbres

Les tuteurs seront placés après les arbres et fichés dans au moins 0,25 m. de sol ferme au fond du trou de plantation, verticalement, en avant du sens du vent dominant. Un collier sera ensuite mis en place vers le tiers supérieur et un autre vers le tiers inférieur pour tenir le sujet. Il sera apporté une attention particulière pour protéger le tronc et les branches basses contre d'éventuels frottements avec le tuteur.

ARTICLE III.2.4 Protection des troncs d'arbres

Le blanc arboricole sera passé en couche épaisse, une fois l'arbre planté et tuteuré.

ARTICLE III.2.5 Paillage

Après la formation de cuvette au pied du végétal la dalle est posée au fond de celle-ci. Les bords de la cuvette viendront recouvrir de terre les bords de la dalle pour la tenir suivant le cahier de détail. Il est aussi prévu la fourniture et mise en place des agrafes de fixation ,2 par dalle.

ARTICLE III.2.6 Manchons anti-rongeurs

Les manchons seront placés autour du végétal avec précaution, soit après la plantation, soit dès avant la plantation si l'entreprise l'estime plus judicieux (baliveaux surtout, mais aussi, jeunes plants). Les fiches seront ensuite disposées en triangle, une des pointes dirigées vers la direction du vent dominant (nord).

CHAPITRE III.3 ENHERBEMENT

ARTICLE III.3.1 Travail du sol pour enherbement

Les terrains destinés à être enherbés seront nettoyés de tout déchet inerte ou organique. Les plantes envahissantes seront arrachées et leurs rhizomes expurgés du sol. Les résidus de cette intervention seront évacués aux décharges publiques agréées. Puis il sera passé un rotofil, les déchets de fauche étant évacués aussi aux décharges publiques.

Avant cette intervention de fauche il sera fait avec le maître d'œuvre un tour de terrain pour voir la végétation existante qui mériterait éventuellement d'être sauvegardée

ARTICLE III.3.2 Nivellement définitif des surfaces à enherber

Aux endroits indiqués par le maître d'œuvre le terrain sera mieux préparé pour recevoir l'ensemencement. Le terrain sera nivelé selon les directives de celui-ci par déblais-remblais aux petits engins et finition à la pelle et au râteau.

Les déchets issus de cette opération seront emmenés aux décharges publiques agréées.

ARTICLE III.3.3. Enherbement

EPOQUE DU SEMIS

Les semis seront réalisés aux dates fixées par le maître d'œuvre, du 15 février au 15 mars et du 15 septembre au 15 octobre. Dans le cas du non-respect par l'entrepreneur des plages calendaires d'intervention, sa responsabilité en cas d'échec du semis sera seule engagée, à moins qu'il ne réponde à la demande du maître d'œuvre, celle-ci devant être consignée dans un procès-verbal ou autre document écrit.

Le mélange des différents ingrédients et le semis hydraulique sera réalisé obligatoirement en présence du maître d'œuvre, afin que celui-ci puisse valider l'opération d'enherbement.. L'ensemble des pièces attestant de la composition du mélange seront remis au maître d'œuvre.

MELANGE A PROJETER

Le mélange à projeter lors de la première intervention à l'automne, sera composé des éléments suivants conformes aux spécifications du chapitre 2 ci-avant :

- Graines en mélange, à raison de 190 kg/ha
- Adjuvant fixateur à raison de 250 kg/ha
- Les amendements organiques à raison de 600 kg/ha
- Les engrais du type 15/15/15 à raison de 300 kg/ha

LE SEMIS

Le mélange des divers constituants sera rendu homogène par brassage en cuve ad-hoc. Le semis sera réalisé par canon hydraulique solidaire du véhicule de pompage et par lance sur tuyau pour les surfaces hors de portée du canon fixe. Le semis sera réalisé par parcours croisé du jet, avec une attention toute particulière pour la partie supérieure des talus dans le cas des talus à forte déclivité. Le semis sera réalisé en deux passages, un pour les graminées, le deuxième pour les autres essences.

CHAPITRE III.4 TRAVAUX DE FINALISATION

ARTICLE III.4.1 Calendrier prévisionnel des opérations

A la signature du marché, l'entrepreneur fournira un calendrier prévisionnel des travaux de finalisation définies au présent C.C.T.P. Ce calendrier sera agréé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et servira de cadre à l'exécution des différentes commandes. A titre indicatif, il est joint en annexe, le calendrier annuel prévisionnel des réunions prévues par le maître d'œuvre pour suivre les travaux d'entretien.

ARTICLE III.4.2 Justification des interventions

L'entrepreneur est tenu de maintenir pendant toute la durée du marché, les espaces plantés et non plantés dans les emprises du chantier en parfait état. Il devra donc exercer une veille régulière et soutenue. Le calendrier des opérations n'étant que prévisionnel, il devra faire les interventions dès qu'il le jugera nécessaire, et ce, sous son entière responsabilité. Chaque intervention fera l'objet d'une annonce par courriel au maître d'ouvrage, 24 heures à l'avance. Les originaux des annonces et leurs justificatifs d'envoi seront consignés dans un cahier dont copie sera fournie au maître d'œuvre, mensuellement.

Par ailleurs, chaque décompte présenté par l'entreprise sera, sous peine de nullité, accompagné d'une deuxième copie de ces pièces, dont la compilation sur l'année sera donnée au maître d'œuvre lors de la réception des travaux.

ARTICLE III.4.3 Travaux non prévus

Si certaines interventions non prévues au marché, apparaissent indispensables pour le maintien en l'état des plantations, l'entrepreneur préviendra, sans délai, le maître d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent. Le silence de l'entrepreneur l'expose, à la réception, à se voir reprocher les éventuels dégâts et donc à en subir les conséquences pécuniaires.

ARTICLE III.4.4 Surveillance globale du site

La surveillance globale du site comprend :

- l'observation des végétaux ;
- l'évaluation des besoins en arrosage des végétaux en se basant sur leur observation, les données météorologiques, le résultat des sondes tensiométriques si elles existent, l'utilisation éventuelle de cannes pédologiques ;
- le suivi phytosanitaire ;
- la vérification de l'état du paillage ;
- l'évaluation des besoins en désherbage ;
- la surveillance de l'apparition de plantes envahissantes ;
- la constatation d'éventuelles dégradations.

Il est prévu cinq passages. Chaque passage fera l'objet d'un compte rendu accompagné de photos et mettant en avance les conclusions pour les travaux de finalisation en cours, les éventuels changements au calendrier prévisionnel des travaux de finalisation qui s'imposent. Ce compte-rendu sera envoyé dans les 8 jours au maître d'œuvre qui donnera ses conclusions. Sans ces comptes-rendus la mission ne sera pas rémunérée.

ARTICLE III.4.5 Arrosage des végétaux

Cet arrosage sera réalisé toutes les deux semaines pendant la période estivale à partir de la semaine 18 jusqu'à la semaine 40, à la manche, à raison de :

- 100 litres au minimum par arbre,
- 1 litre au minimum par jeune plant

Il sera effectué en deux passages consécutifs dans la même journée, le premier distribuant 1/3 de la quantité d'eau, le deuxième 2/3. La fourniture d'eau est à la charge de l'entreprise.

Il est ainsi imposé un nombre de 15 arrosages durant la période de parachèvement. La quantité pourra être augmentée sur la demande du maître d'œuvre.

ARTICLE III.4.6 Entretien post-plantation des arbres

L'entretien post-plantation des arbres comprend le maintien en bon état et en bonne santé du végétal, de son tuteurage. Tout dérangement, toute casse ou autre dégât, sera repris et au besoin le matériel en cause remplacé.

Il sera fait deux passages au minimum dans l'année.

ARTICLE III.4.7 Entretien post-plantation des jeunes plants

L'entretien post-plantation des jeunes plants comprend la fauche au rotofil entre les plants. Les herbes fauchées restent sur place. A cette occasion le maintien en bon état et en bonne santé du

végétal et de sa protection contre les lapins sont assurés. Tout dérangement, toute casse ou autre dégât, sera repris et au besoin le matériel en cause remplacé.
Il sera fait deux passages au minimum dans l'année.

ARTICLE III.4.8 Entretien post-plantation du paillage

Les mauvaises herbes qui se sont développées dans le paillage ou au collet des plantes sont retirées. Le paillage est inspecté, la dalle réparée si besoin
Toute plante classée envahissante est arrachée et ses rhizomes expurgés du sol.
Il sera fait deux passages au minimum dans l'année.

ARTICLE III.4.9 Entretien post-plantation des zones enherbées.

Les surfaces autres que celles qui sont plantées sont fauchées au fil. Les produits de fauche sont ou laissés sur place ou évacués, selon la demande du maître d'œuvre. Avant la fauche il est fait un passage pour nettoyer la surface d'intervention de tout déchet, détrit, papier..... Toute plante classée envahissante est supprimée et ses rhizomes expurgés du sol.
Le produits recueillis seront évacués aux décharges publiques.
Il sera fait deux passages au minimum dans l'année.

ARTICLE III.4.10 Garantie de reprise

Au mois d'octobre, il sera fait un relevé contradictoire, entrepreneur / maître d'œuvre, des végétaux morts. A la fin du mois de décembre qui suit, tous ces végétaux auront été remplacés. Ce poste comprend la fourniture et la mise en place de tous les accessoires (collerettes, fixations, tuteurs, dalles et toile de paillage...) détruits par l'arrachage des végétaux morts et non récupérables dans de bonnes conditions pour le remplaçant.
L'entrepreneur est tenu de prévenir le maître d'œuvre de son intervention dans les conditions prévues. Quelle que soit l'importance de la mortalité, l'entrepreneur remplace tous les végétaux morts.
Le forfait est établi à partir d'un pourcentage du chapitre plantation proposé par l'entrepreneur lors de la remise de son offre.

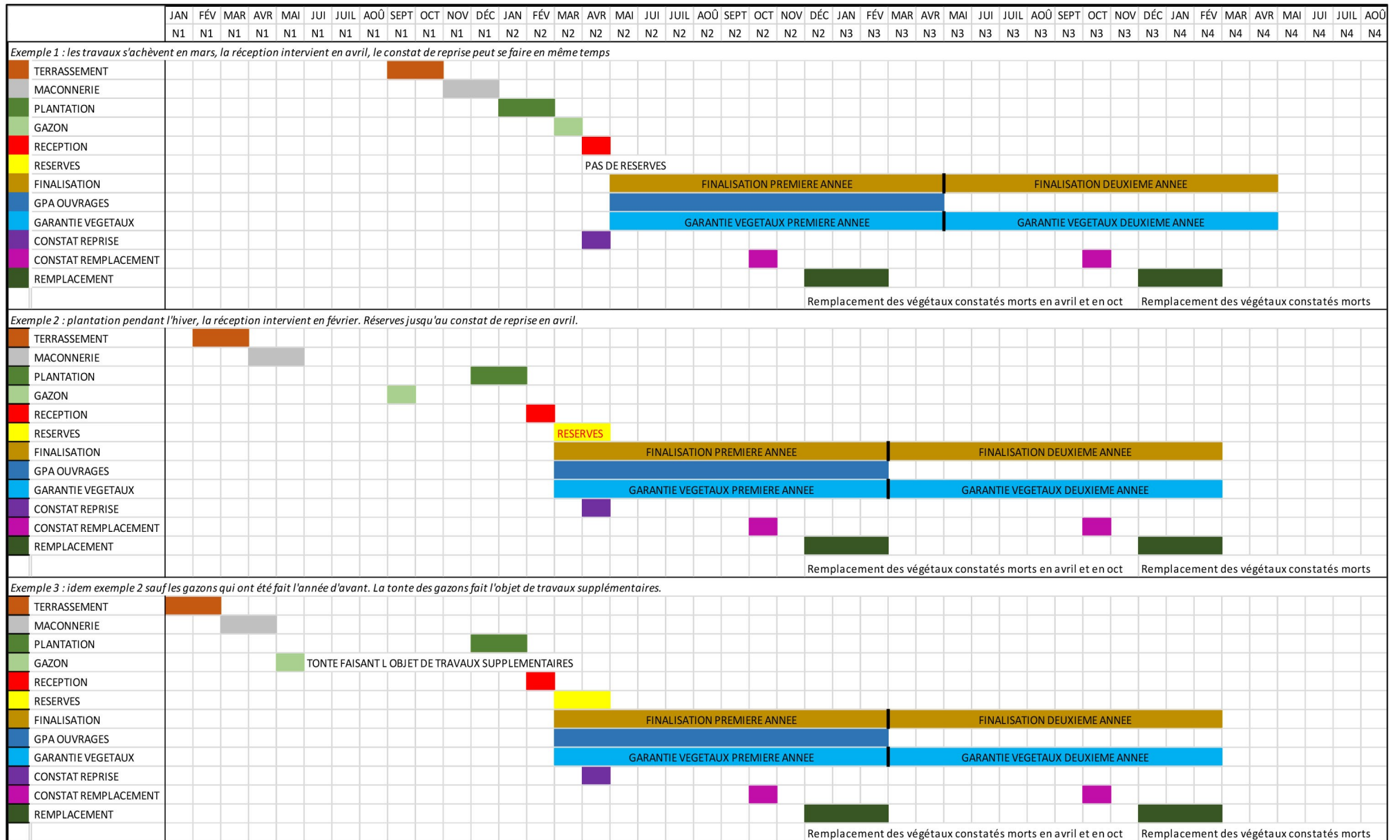
ARTICLE III.4.11 Démontage et emport des protections

Pour la réception définitive des travaux (constat final), l'entreprise, sauf indications contraires du maître d'œuvre, retirera les tuteurs et leurs attaches et les protections anti-rongeurs, filets et fiches métalliques. Les matériaux récupérés seront évacués aux décharges publiques agréées.

ARTICLE III.4.12 Réception finale

Pour la réception définitive des travaux (constat final), l'entreprise fera un entretien général du chantier et fera en sorte que tout soit en parfait état.
Les plantes blessées seront remplacées. Les matériaux récupérés seront évacués aux décharges publiques.

ANNEXE N°1 : CALENDRIER DES TRAVAUX . Fascicule 35 du CCTG



ANNEXE N°2 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX DE FINALISATION

		1	2	3	4
JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
	Surveillance globale du site		1 arrosage	Surveillance globale du site 1 arrosage Entretien post-plantation des végétaux	2 arrosages Entretien post-plantation des zones enherbées

5	6	7	8	9	10
JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Surveillance globale du site 4 arrosages	4 arrosages	Surveillance globale du site 2 arrosages Entretien post-plantation des zones enherbées Entretien post-plantation des Végétaux	1 arrosage Constat de reprise	Surveillance globale du site	Remplacement des végétaux morts

Calendrier à adapter par l'entrepreneur en fonction des observations faites lors de la surveillance globale du site

Vis-à-vis de la faune et du cycle végétatif : Les actions de taille sont à prioriser entre décembre et février, la fauche est à prioriser entre septembre et début novembre.

ANNEXE N°3. CADRE DES COURRIELS A ENVOYER AVANT LES INTERVENTIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES TRAVAUX DE FINALISATION

Marché n°
Entreprise :

date :

INTERVENTIONS AU TITRE DES TRAVAUX DE FINALISATION DE ANNÉE

Monsieur,

Nous vous informons que nous comptons procéder aux travaux suivants :

<i>N° du prix</i>	<i>Désignation de l'intervention</i>	<i>(cocher les interventions prévues)</i>
	Surveillance globale du site	
	Arrosage	
	Entretien post-plantation des arbres	
	Entretien post-plantation des jeunes plants	
	Désherbage des pieds des végétaux et entretien post-plantation du paillage	
	Entretien post-plantation des zones enherbées	

Lors de la semaine n°..... du (jour, date).... au (jour, date).....

Vous en souhaitant bonne réception.

L'entrepreneur :

ANNEXE N°4 : PLAN DU RAPPORT DE SURVEILLANCE GLOBALE DU SITE

Ce plan n'est qu'une proposition. L'entrepreneur peut faire un document personnalisé. A sa charge de traiter les points définis au fascicule 35 du CCTG.

OBSERVATIONS

- Etat physique des végétaux

Arbres

Jeunes plants

- Etat des tuteurages et protections

Arbres

Jeunes plants

- Etat sanitaire des végétaux

Arbres

Jeunes plants

- Etat du paillage

- Surveillance de l'apparition de plantes envahissantes ;
- Constatation d'éventuelles dégradations.

EVALUATION DES BESOINS

- Evaluation de la nécessité d'un arrosage et dans quel délai
- Suivi phytosanitaire ;
- Evaluation des besoins en désherbage ;

PROPOSITION D'AMENAGEMENT DU CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX DE FINALISATION

INTERVENTIONS URGENTES A PREVOIR NON PREVUES AU MARCHE

- Nature
- Justification
- Coût prévisionnel

L'entreprise n'intervient qu'après accord du maître d'ouvrage.
Le rapport de surveillance sera illustré en tant que de besoin.

ANNEXE N°5: FICHE DE LA PEPINIERE

Fournisseur :

Contact :

Adresse complète :
.....
.....

Tel : Fax :

Végétaux proposés	Tailles / forces	Quantités	Parcelle	Carré

Ce document est à remplir par le fournisseur après avoir pris connaissance du CCTP. L'entrepreneur doit signer et joindre cette fiche à son offre en annexe du CCTP. Le fournisseur doit remplir et contre-signer cette fiche en indiquant les fournitures disponibles en conformité avec le CCTP.

ANNEXE N°6 : FICHE D'IDENTIFICATION DE L'AMENDEMENT

Fournisseur :

Adresse complète :

.....

Tel: Fax :

E-mail :

Contact :

Nom Commercial	Description

Ce document est à remplir par le fournisseur après avoir pris connaissance du CCTP. L'entrepreneur doit signer et joindre cette fiche à son offre en annexe du CCTP. Le fournisseur doit remplir et contre-signer cette fiche en indiquant les fournitures disponibles en conformité avec le CCTP.